



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 13/02/2023

Reçu en préfecture le 13/02/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230209-2023\_07-DE



## DÉLIBÉRATION

2023/07

### **CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION ET AU FINANCEMENT DES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS, DE MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA REGIONAL DE COORDINATION, DE MUTUALISATION ET DE SPECIALISATION DES CENTRES DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES HAUTS-DE-FRANCE**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 9 Février 2023 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Karine GAUTHIER, Adjointe au Maire de NOEUX-LES-MINES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Daniel MACIEJASZ, Maire de LIBERCOURT – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

**Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 452-34, L. 452-35, L. 452-38 et L. 452-46 ;

**Vu** la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique ;

**Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifiée, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** le décret n° 2009-1732 du 30 décembre 2009 fixant les modalités du transfert des missions et des ressources du Centre National de la Fonction Publique Territoriale à certains centres de gestion en application de l'article 22-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la Charte régionale Nord/Pas-de-Calais/Picardie en date du 1er janvier 2016 ;

**Vu** la Convention générale entre centres de gestion relative à la mutualisation des coûts des concours et des examens professionnels transférés du CNFPT vers les centres de gestion en date du 1er janvier 2018 ;

**Vu** la Convention régionale relative aux modalités de gestion du transfert des missions et des ressources du Centre National de la Fonction Publique Territoriale en date du 1er janvier 2016 et ses avenants en date des 1er juillet 2021 et 1er janvier 2022 ;

**Vu** la Convention générale régionale Hauts-de-France relative aux modalités de remboursement des coûts engendrés par l'organisation des concours et examens professionnels de catégorie C et de la filière médico-sociale de catégorie A et B en date du 1er juillet 2017, et son avenant en date du 1er janvier 2022 ;

**Vu** le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hauts-de-France adopté et signé par les Présidents des cinq centres de gestion des Hauts-de-France, le 13 juin 2022 ;

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil d'Administration que les conventions relatives aux concours et examens professionnels entre les centres de gestion des Hauts-de-France ont chacune fait l'objet d'avenants de prolongation dans l'attente des orientations du schéma de coordination, de mutualisation et de spécialisation.

Il expose que, suite à la signature de ce schéma, les services concours desdits centres de gestion ont pu travailler à l'élaboration d'une nouvelle convention, proposée à la conférence des Présidents et validée par celle-ci.

Il précise que sont à relever, notamment :

- La fusion en une seule convention des deux conventions précédentes ;
- La création, au bénéfice du centre de gestion coordonnateur au regard des missions qu'il exerce pour la coordination en matière de concours et examens professionnels, notamment issus des transferts, d'un forfait de 80 000 euros, indexé sur l'indice 100 de la Fonction Publique et prélevé sur la compensation financière du CNFPT liée à ces transferts ;
- De nouvelles modalités de répartition des excédents ou déficits des coûts d'organisation des concours et examens professionnels transférés au regard de la compensation financière à hauteur de 30% du coût d'organisation de ces concours et examens pour chaque centre de gestion et de 70% de leurs assiettes de cotisation.

Monsieur le Président demande aux membres du Conseil d'Administration l'autorisation de signer la convention annexée à la présente délibération ainsi que les actes pouvant en découler.

Le Conseil d'Administration,  
Après avoir entendu l'exposé de son Président,  
A l'unanimité des membres présents,

- *AUTORISE* le Président à signer la convention annexée à la présente délibération ainsi que les actes pouvant en découler.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 9 février 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY